

ALTERS ECHOS

SOLIDARITÉ

ALTERMONDIALISME

ÉCOLOGIE



mouvement
utopia



ÉDITO...

Pour la reconstruction radicale d'une pensée respectueuse de la planète

Fin août 2008, à Miremont, avec la seule prétention de réfléchir ensemble sur le lien inextricable entre exigences sociale et écologique, des militants d'Auvergne lancèrent une invitation à toutes celles et ceux qui pensaient qu'il fallait se regrouper pour construire une alternative écologique et sociale. La crise était déjà là mais n'avait pas encore éclatée. Contre toute attente, et les plats rapidement vidés en témoignent, nous nous sommes retrouvés plus d'une centaine à débattre et chercher comment agir et avancer ensemble et dans la durée. Démonstration de volonté commune, les sept groupes présents, AlterEkolo, ZEP, Les Alternatifs, Utopia, Ecologie et Société, MAI, les Objecteurs de Croissance rédigèrent une déclaration commune, décidèrent de continuer ensemble dans le respect de leurs différences.

C'est la raison d'un article signé par certains d'entre nous dans Politis de fin novembre. C'est aussi la décision d'organiser une nouvelle rencontre plus large encore en Avignon les 10 et 11 janvier prochains. C'est aussi le sens de ce numéro spécial d'Alters Echos.

Alters Echos est un journal édité et diffusé en Midi-Pyrénées par l'Alternative en Midi-Pyrénées depuis plus de trois ans. Mouvement politique issu des dernières régionales, l'AMP a toujours décliné comme priorité la solidarité, l'altermondialisme et l'écologie. Son journal, lieu de réflexion et de débats, est ouvert à tout mouvement ou association qui se retrouve dans ces valeurs. C'est pourquoi l'AMP, se retrouvant naturellement dans cette démarche de Miremont, est heureuse de participer à cette dynamique et d'offrir ses colonnes en totale libre expression aux différentes composantes présentes à Miremont.

Dans ce numéro, une page est réservée pour chacun de ces mouvements. Ce sera le premier numéro national commun, espérant inaugurer ainsi une série d'autres numéros thématiques réguliers.

Persuadés qu'on ne peut plus raisonner un projet authentiquement de gauche sans lier Ecologie, Justice sociale et Démocratie, il nous faut reconstruire une pensée, qui elle seule permettra une véritable alternative politique. Précisons que ces trois termes n'excluent en rien la déclinaison d'autres thèmes prioritaires.

Faisons en sorte que nous puissions travailler dans la durée et non seulement lors des temps électoraux. Faisons en sorte que notre dynamique permette la reconstruction d'une gauche mature et en phase avec les défis écologiques et sociaux qui attendent notre planète.

Et faisons en sorte de nous retrouver le plus grand nombre à Avignon les 10 et 11 janvier

Alters Echos

Déclaration commune de Miremont

Face aux urgences sociale, écologique, démocratique, plusieurs initiatives au sein de la gauche que l'on appelle anti-libérale, tentent d'opérer des regroupements afin de créer une force capable de peser dans le paysage politique, de remobiliser nos concitoyen-ne-s.

Beaucoup de militant-e-s de l'écologie politique, adhérent-e-s ou non d'un parti partagent des valeurs communes : respect du vivant, idéal de justice sociale, partage des richesses, critiques de la croissance économique, condamnation d'un capitalisme destructeur et corrompu, refus du totalitarisme financier, défense des services publics, des valeurs républicaines... L'élaboration d'un cadre politique reste nécessaire.

C'est pourquoi, autour du terme de l'écologie radicale, ce sont réuni-es 150 personnes, soit individuelles, soit représentant sept composantes de l'écologie (Alter Ekolo, les Alternatifs, Écologie solidaire, le Mai, Objecteurs de croissance, Utopia, la Zone d'écologie populaire).

Nous avons dégagé cinq axes portant les objectifs de l'écologie globale, celles-ci recouvrant tous les champs de l'action politique :

- préservation des biens communs : eau, air, terre, énergie, ressources minérales et biologiques ; refondation des services publics pour l'accès à tous ;
- émancipation de tout être humain par l'accès égal aux droits sociaux, économiques, politiques, culturels, redéfinition de la place du travail et du droit à un revenu ;
- remise en cause de l'économie mondialisée et des institutions internationales (OMC, FMI, BM, OMS, ...), relocalisation des activités économiques, maîtrise collective des objectifs de la production et de la consommation ;
- parti-pris de la paix par le désarmement, la culture de la non-violence ; ce qui menace aujourd'hui la paix ce sont les impérialismes et la montée des intégrismes culturels et religieux ;
- démocratie réelle, pluraliste, directe, non exclusivement représentative. Indépendance de l'information, de la formation et de la recherche par rapport à la finance.

C'est la raison pour laquelle nous avons décidé d'initier un processus de rassemblement de transformation écologique et sociale.

À cette fin, nous avons décidé d'organiser un front d'écologie anti-capitaliste, anti-productiviste et altermondialiste, lieu collectif d'initiatives et d'élaboration. De la même façon, nous participerons collectivement aux actions écologiques et sociales en cohérence avec notre démarche. Nous présenterons notre initiative aux différents rendez-vous de la gauche anti-libérale (Politis, forums sociaux, CUALs, etc.)

Notre volonté commune s'inscrit dans le temps et ne se limite pas aux échéances électorales.

Nous nous retrouverons d'ici la fin de l'année pour poursuivre le processus que nous avons engagé à Miremont.

Nous appelons toute personne, structure ou organisation se reconnaissant dans cette démarche à nous rejoindre.

Vous avez dit radical ?

Dans le langage commun, radical signifie absolu, intransigeant, irrévocable.

Mais ne pas être radical, ce serait quoi ? Son contraire est flexion, inflexion qui désigne l'action de fléchir, de courber ou de plier... Tout ce qui semble évidemment pertinent sur les questions écologiques, sociales et démocratiques, si l'on veut laisser filer à vau-l'eau une Terre, des villes, des campagnes et des gens qui sont au bout et à bout ! Mais pire, le contraire de radical est aussi... palliatif ! C'est exactement, de consultations en consultations, les soins que nos majorités politiques nationales et internationales portent à notre planète et à ses habitants.

Selon le « Robert », radical vient du latin, radicalis (auparavant radix) qui signifie "de la racine, premier, fondamental". Mais aussi: "qui tient à l'essence, au principe d'une chose, qui vise à agir sur la cause profonde des effets qu'on veut modifier."

En politique, cela vise à des réformes profondes. Et si celles-ci s'appuient sur l'essence, les principes fondamentaux pour s'attaquer à un mal profond qui n'a pas besoin de la mollesse de médecins harnachés de perfusions palliatives, alors, oui, l'écologie peut se dire radicale. La racine des choses, ce qui fait que des individus peuvent ne pas se satisfaire de vivre en concurrence, tout en désirant se donner les moyens de préserver et mettre en œuvre une société juste et conviviale, peut certes sembler à certains relever de choix extrêmes. De choix... radicaux !

Il s'agit là, justement, d'une véritable ambition politique pour des mesures non pas palliatives mais impérativement curatives pour sauver la planète, ses habitants, par une démarche écologique, sociale et démocratique.

Alters Echos

altersechos.over-blog.com



La nécessité écologique, ferment de transformation sociale

Commission Ecologie des Alternatifs

Crise sociale et crise environnementale sont indissociables

Aggravation des inégalités entre pays riches et pays pauvres d'une part, entre catégories sociales d'autre part ; destruction de l'environnement sont les deux facettes d'un système politico-économique mondial organisé au service des plus puissants, de leur enrichissement et de leur domination. Les marchés mondiaux, les systèmes de production agricole et industriel sont orientés vers cette finalité, même si des opérations communicationnelles

cherchent à persuader du souci des puissants pour le bien-être social et environnemental, comme le Grenelle de l'Environnement, dont les conséquences législatives restent bien en deçà des nécessités. L'orientation néolibérale des vingt dernières années exacerbe une situation déjà critique.

Les multiples aspects de la crise écologique (changement climatique ; épuisement des ressources en eau ; érosion de la biodiversité ; pollutions

atmosphériques, toxicologiques et radioactives ; diminution des terres arables et forestières...), dans leur interaction, menacent aujourd'hui en premier lieu les populations les plus fragiles, par leur habitat ou leur dépendance aux récoltes agricoles. Le paradigme historique marxiste n'est plus suffisant pour aborder les multiples aspects de la crise, il doit être réinventé en s'appuyant sur les constats et les propositions de l'écologie politique.

Un modèle social et un imaginaire à reconstruire

Le mode de vie des pays « développés » n'est pas généralisable à la planète. Il est rendu possible par des rapports néocoloniaux entre pays du Nord et pays du Sud, lesquels voient leurs surfaces agricoles et leurs ressources ponctionnées au bénéfice des premiers. La décroissance de notre empreinte écologique est une nécessité puisque nous nous permettons de vivre au dessus de nos moyens écologiques aux dépens d'une grande partie des habitant-e-s de la planète, qui, elles et eux, n'ont pas ce choix.

Cette orientation, qui s'impose par un principe moral d'équité, mais qui est encore hautement impopulaire dans nos sociétés riches, n'est envisageable que dans la perspective d'une redéfinition profonde des objectifs et des valeurs d'un projet social, et à condition de déconstruire les faux-semblants du système capitaliste d'hyperproduction, qui aliène plus qu'il n'émancipe. Dans un cadre où la consommation est érigée comme réalisation personnelle, et structure le modèle social et économique en vigueur, il nous faut inventer et expé-

riencer une nouvelle relation, démocratisée, entre les sphères de l'expertise, de la recherche et de la décision collective, en rupture avec le dogmatisme actuel du profit financier. L'éducation et l'appropriation citoyenne sont aujourd'hui des impératifs pour mettre les productions industrielles et agricoles, ainsi que la recherche scientifique, au service d'un projet de transformation sociale qui intègre pleinement la composante écologique.

Pour une écologie antilibérale

Le capitalisme actuel travaille dur pour récupérer la crise écologique à son profit. Les dégâts environnementaux ne seraient dans le cadre de sa théorie sous-jacente, que des « externalités » négatives pouvant être évitées ou réparées par des aménagements techniques, ou des mécanismes financiers adéquats. Le système des permis d'émission des gaz à effet de serre introduit de la spéculation sur les tonnes de gaz émises, et offre à des multinationales déjà gavées de profit l'occasion de s'enrichir encore en verdissant leur image.

Face à un tel système, pétri d'idéologie néolibérale, nous affirmons la nécessité d'une implication forte des collectivités publiques et des citoyen-ne-s, à tous les niveaux géographiques, pour décider et planifier un projet orienté vers le bien-vivre individuel et collectif. Dans cette perspective, en opposition avec la politique européenne de privatisation des services et des infrastructures, il s'agirait de renforcer les services publics existants, et d'inventer ceux qui créeront les conditions d'une écologie accessible à tou-te-s, dans les

domaines des transports et de l'énergie mais aussi de l'éco-construction, ou de la distribution du bio... Nous affirmons également la légitimité des pouvoirs publics pour collecter des taxes écologiques, vecteurs de réorientation du système de production et de consommation. Dans cette perspective, l'extension des espaces hors marché doit être un objectif. La « gratuité » pour les usager-e-s, reposant sur une socialisation des coûts, peut constituer un instrument politique essentiel.

Pour une écologie autogestionnaire et féministe

Réappropriation des réseaux socio-techniques, par le biais de services publics décidés et gérés par les salarié-e-s, les usager-e-s et les pouvoirs publics ; réappropriation de la production agricole et industrielle par une relocalisation des activités et une réorganisation sur un mode coopératif ; tout cela suppose, en amont, une réappropriation

des savoirs et des cadres de pensée, et le développement d'une philosophie renouvelée à la lumière des nouvelles nécessités et priorités. Pour éviter l'écueil d'une écologie totalitaire, qui serait imposée aux citoyen-ne-s par une élite technocratique auto-proclamée, une démocratisation de l'information écologique et technique est indispensable,

sur la base de laquelle les décisions permettant l'émergence d'une société matériellement durable et socialement émancipatrice doivent pouvoir être prises le plus collectivement possible.

Dans ce projet, la rupture avec les schémas d'aliénation et de domination suppose que soit défait le nœud le plus intime de ces schémas : la domination



Dessin : M. Colloghan

patriarcale, qui se trouve à l'origine de toutes les autres. Le projet d'une société écologique, porteuse des valeurs de respect, et d'authenticité liberté (celle qui ne nuit pas à autrui), ne peut être construit que dans une démarche patriarcale où toutes les voix doivent pouvoir peser. L'autogestion constitue pour nous une fin autant qu'un moyen, et

nous portons le concept de « révolution lente », ou « révolution longue », qui exprime une transformation de la société dans de multiples dimensions, par de multiples manières, portée par les mouvements politiques, mais aussi les syndicats, les associations de citoyen-ne-s...

La force d'un rassemblement

Le Rassemblement de Transformation Ecologique et Sociale offre pour nous un cadre permettant la mise en chantier d'un projet qui s'avère à la fois nécessaire et enthousiasmant, puisqu'il s'agit de renouveler un cadre de pensée en s'inspirant des apports de l'écologie politique, de l'autogestion, de l'éco-féminisme... Nous souhaitons confronter notre approche « rouge et verte » avec celle des autres forces, dans l'émergence d'un nouveau mouvement militant. Nous croyons en la confrontation féconde des idées et en la construction collective des idées et

des projets.

Pour nous, il importe donc d'aller au-delà des solutions technicistes à la crise écologique, même si les choix techniques ne sont pas à négliger dans le cadre d'un projet écologiste. Il s'agit de renouveler un cadre de pensée, un mode d'organisation sociale et économique, un système d'indicateurs... Afin d'offrir un projet cohérent et solide, qui fasse apparaître notre convergence d'idées et leur rupture avec l'idéologie ambiante, pour pouvoir peser politiquement à la gauche de l'écologie.

ALTERS ECHOS ouvre ses colonnes aux adhérents de l'Alternative, mais pas seulement. Ainsi, le journal se trouve au carrefour d'une grande diversité d'opinions, qui ne font pas toujours l'unanimité. Ces débats existent tant à l'AMP que dans les colonnes du journal.

BRÈVES...

Octobre- HOUSTON- EU- La Cour Suprême du Texas s'est prononcée sur une procédure judiciaire inédite : le fabricant de téléphones portables Nokia est poursuivi par 3 de ses propres compagnies d'assurances. Les accusations portent sur les atteintes corporelles provoquées par les téléphones portables. Dans ce contexte, les assureurs se sont retournés contre leur client (Nokia), refusant de couvrir les dommages sanitaires. Depuis 2000, de plus en plus de compagnies d'assurance se désengagent et refusent de couvrir les compagnies

de téléphonie mobile pour tous les dommages sanitaires causés par l'émission de champs électromagnétiques.

Octobre- NIYAMGINI- Inde- Les Dongria Kondh, une tribu indienne d'environ 8000 individus, sont plus que jamais décidés à empêcher la compagnie britannique Vedanta d'exploiter une mine de bauxites sur leurs terres, dans l'état de l'Orissa. L'ouverture de la mine aurait des conséquences désastreuses sur les écosystèmes environnants, et par voie de conséquence sur les gens qui

en dépendent pour assurer leur subsistance. Ils se nourrissent essentiellement des richesses que leur dispense la montagne. Ils mettent ainsi à profit les versants pour établir leurs cultures agricoles, auxquelles s'ajoutent les cueillettes en forêts.

Octobre- PARIS- France- Si l'on calcule le ratio entre la surface agricole et celle consacrée à l'agriculture biologique dans chaque pays, la France n'arrive qu'en 21^e position en Europe, avec quelque 560.000 ha, soit 2% de ses terres cultivables. Bien loin derrière l'Autriche

(13%), la Lettonie (9,4%) et l'Italie (9%). Et la France représente à elle seule 22% des surfaces cultivées en Europe...

Octobre- PARIS- France- Le Mouvement pour les Droits et le Respect des Générations Futures révèle de nouveaux chiffres concernant la contamination par les résidus de pesticides dans les aliments vendus dans l'UE. Résultat : toujours plus de végétaux pollués par des pesticides dangereux. 49,5% des fruits et légumes européens contiennent des pesticides, plus haut niveau de

contamination jamais enregistré dans l'UE. Mauvaise élève la France avec 44% des échantillons contaminés.

Novembre- ANGOULEME- France- Première ! Le Tribunal des Affaires de Sécurité Sociale a reconnu à un agriculteur de Charente qu'il y avait un lien entre sa maladie et l'utilisation d'un herbicide, le Lasso, fabriqué par Monsanto. L'agriculteur a dû être hospitalisé plusieurs fois. Le Tribunal a estimé que « la rechute déclarée en novembre 2004 par l'agriculteur est directement liée à l'accident du

travail dont il a été victime en avril 2004 » et elle « doit être prise en charge au titre de la législation professionnelle ». Depuis plus de 40 ans, le Lasso est utilisé sur des millions d'hectares et par des millions d'utilisateurs dans plusieurs dizaines de pays. Il a été retiré du marché français en avril 2007.

Novembre- WASHINGTON- EU- Loin d'être cicatrisé, le trou dans la couche d'ozone vient d'atteindre l'une des plus importantes superficies de son histoire, l'équivalent de l'Amérique du Nord au grand complet

Pour une gauche de transformation sociale, altermondialiste et écologiste

mouvement
utopia

Faire de la politique c'est d'abord poser la question du sens, la question de l'idéal. La démarche d'UTOPIA est bien là : imaginer un projet fort et cohérent qui met la fraternité au cœur de la société. Notre ambition est claire : nous voulons une société juste, fraternelle et solidaire.

Nous appelons à l'émergence d'une gauche d'avant-garde fondée sur une identité écologiste, altermondialiste et anti productiviste, capable de transformer la société, de porter de nouveaux idéaux et de les réaliser.

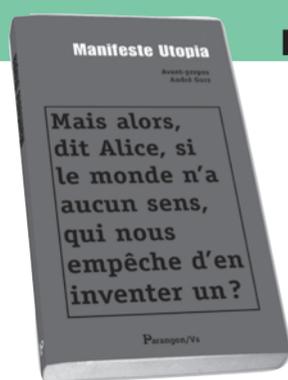
Nous appelons l'ensemble des citoyen-nes à réagir et les mouvements de gauche à s'unir autour d'une véritable alternative politique, porteuse d'un projet de transformation sociale, altermondialiste et écologiste.

Nous nous employons à faire converger citoyens, associatifs, syndicats, intellectuels et politiques, pour imaginer un projet de société fort, humaniste et fraternel, dépassant le système capitaliste.

Utopia était ainsi présent au dernier FSE à Malmö et sera au FSM de Belem en janvier 2009, nous participons à l'appel à gauche lancé par Politis, nous organisons des conférences citoyennes mensuelles et des débats publics à l'issue de projections avec nos partenaires les cinémas indépendants Utopia, nous avons publié un livre, le Manifeste Utopia (Parangon), et déposé une motion au PS et chez les Verts dans le cadre de leurs Congrès respectifs. Transpartis, Utopia a en effet l'ambition de bousculer la segmentation traditionnelle entre les partis de gauche en défendant sa ligne politique dans différentes organisations.

C'est donc naturellement que nous avons souhaité participer au Rassemblement de Transformation Ecologiste et Sociale né des rencontres de l'écologie radicale à Miremont, aux côtés de nos co-signataires de la déclaration commune, afin de faire vivre l'écologie radicale et de soutenir la convergence de l'urgence sociale et de l'urgence écologique.

Partout où nous sommes présents, partout où il nous restera du souffle, nous porterons, avec d'autres, cet idéal et nous apporterons notre contribution à l'élaboration d'un autre modèle de société.



Le Manifeste Utopia, avec un avant propos d'André GORZ, publié chez Parangon

Notre projet est développé dans cet ouvrage qui alerte sur l'urgence du combat face à une crise sociale et écologique sans précédent et propose un alterdéveloppement, un projet de société où chacun pourra se réaliser individuellement et collectivement.

Un projet qui devra déconstruire l'idéologie productiviste dominante et ses principaux dogmes. Un projet qui se traduit concrètement par des propositions nouvelles et réalistes.

Ce manifeste a été co-écrit par l'ensemble des militants d'Utopia au terme d'un processus collectif démocratique. Chaque orientation et amendement ont été soumis au vote direct des adhérents.

Dépasser le capitalisme

Notre projet appelle à dépasser le système capitaliste et remet en cause ses principaux dogmes : la « religion » de la croissance comme solution « magique » à tous les maux, la société de consommation, et la centralité de la « valeur » travail qui ne permet pas un accès universel aux droits fondamentaux.

UTOPIA met en avant un nouveau projet politique, l'alterdéveloppement, qui valorise de nouvelles formes de « richesse », qui permette d'imaginer une société juste, fraternelle et solidaire.

Nos positions sont pour la plupart issues d'orientations défendues par des associations, réseaux ou mouvements altermondialistes.

Porter une démarche altermondialiste

Utopia propose notamment une politique d'immigration plus ouverte et humaniste, impliquant la régularisation de tous les sans papiers, travailleurs ou non, et la mise en place d'une véritable politique de co-développement.

Nous défendons également d'autres positions « altermondialistes » sur la sortie du nucléaire, les OGM ou sur la souveraineté alimentaire.

Donner la priorité à l'écologie politique

UTOPIA se prononce également pour la création d'un pôle public de l'énergie, pour une relocalisation de l'économie et la mise en place d'une taxe carbone.

UTOPIA veut porter une véritable écologie politique ambitieuse, et non une « croissance verte » factice.

Notre orientation dénonce ceux qui prônent d'un côté la croissance et de l'autre une ambition écologique. Ce sont 2 ambitions incompatibles.

Pour une nouvelle gauche

Envisageons un instant que « rénovation » et « modernité » ne veuillent dire ni renoncement, ni régression de la pensée et de la politique. Ayons l'audace de croire que la gauche est encore capable de penser un projet de société cohérent, fraternel et démocratique, en « rupture » avec la vision sociale-démocrate, mais crédible. Bref, capable de redonner à la gauche sa capacité de proposition et de transformation sociale.

Oui, une autre manière d'imaginer, de penser et de faire de la politique est possible. Il existe d'autres perspectives que la résignation et la soumission au modèle actuel.

Pour Utopia, il ne s'agit pas de corriger à la marge le système capitaliste, qui accentue les inégalités et détruit la planète. L'enjeu est de construire un projet politique permettant à chacun de se réaliser individuellement et collectivement.

Notre utopie considère que la réflexion alliée à l'imagination arrivera à fédérer un mouvement fort, capable de construire non pas l'alternance, mais un projet susceptible, à terme, d'entraîner l'adhésion du plus grand nombre.

C'est notre impératif et notre urgence.



Conseil National d'Utopia à Lille, mai 2008

UTOPIA sera présent aux prochaines rencontres du Rassemblement de Transformation Ecologiste et Sociale à Avignon les 10-11 janvier 2009 et réunira son Conseil National d'UTOPIA les 17-18 janvier, ouvert à tous-tes les adhérents-es du mouvement. Venez nombreux-ses !

www.mouvementutopia.org



Université d'été d'Utopia à Vaison la Romaine, août 2008

...BRÈVES

selon le National Oceanic and Atmospheric Administration.

Novembre- ASTANA- Kazakhstan- Kasaghan est le plus grand projet pétrolier au monde, avec 13 milliards de barils prévus. La date d'entrée en production du site a été repoussée à 2013. En 2007, une mission a révélé des impacts

potentiels massifs sur l'environnement dans la région de la Mer Caspienne. Poissons, oiseaux, mammifères meurent massivement par l'émission de produits chimiques toxiques issus de l'activité pétrolière. Une pollution qui devrait atteindre des niveaux inacceptables une fois que l'activité d'extraction aura démarré. 16 ONG deman-

dent aujourd'hui aux banques qui assurent le financement du projet (dont BNP, Société Générale et Natixis) de mettre en place un plan d'atténuation des impacts sociaux et environnementaux avant toute reprise de la construction. Le groupe Total vient de prendre le leadership du nouvel organe de direction.

Novembre- NEW YORK- EU- La population rurale n'est plus majoritaire dans le monde, selon un récent rapport de l'ONU. Plus de la moitié de l'humanité vit désormais en ville.

Novembre- PULLY- Suisse- Le premier essai de blé transgénique en plein champ prévu en Suisse romande démarrera au

printemps prochain. Le Tribunal administratif fédéral déboute les riverains opposés à cette expérience de l'EPFZ (École polytechnique fédérale de Zurich). Les opposants envisagent toutes sortes d'actions, y compris le fauchage, mais tiennent à la non-violence. «Il serait intéressant de fonder un mouvement de résistance aux dissémina-

tions des OGM en Suisse.»

Novembre- VIENNE- Autriche- Le maïs transgénique affaiblit la fertilité des souris et le poids de leur descendance. Tels sont les conclusions d'une étude sur les effets à long terme de la consommation de maïs OGM menée par l'Université de Vienne, sur mandat du Ministère

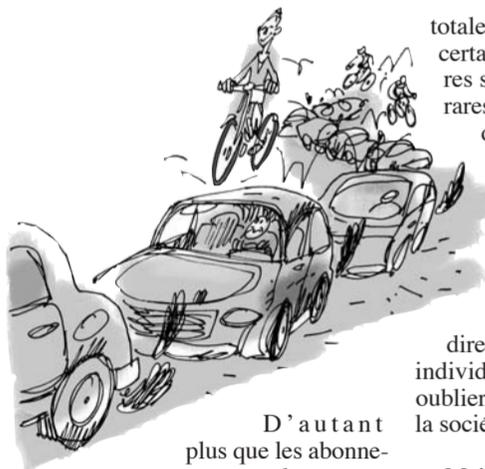
Z.E.P.
ZONE D'ÉCOLOGIE POPULAIRE

Face à des transports environnementalement et socialement trop coûteux, des transports gratuits !

1,40€ pour se déplacer à Toulouse, 1,50 € pour se déplacer à Paris. Mais un billet plein tarif pour aller de Cergy à la gare d'Austerlitz coûte 4.95 €.

Un aller-retour Chelles-Paris s'élève 7.20 €, un Melun-Paris à 14.30 € et un Mantes-la-Jolie-Paris 14.95 € !!
Les transports collectifs sont chers, trop chers.

Dessin : P. Lacan



D'autant plus que les abonnements mensuels ne sont pas moins exorbitants que les tickets à l'unité pris chaque jour. Ces usagers «captifs» représentent quelque 30 % de la population francilienne sans voiture individuelle et subissent l'augmentation ininterrompue des tarifs des transports en commun. En Ile-de-France, une carte orange mensuelle, zones 1 à 3 coûte 72,90 €, une carte orange 1 à 4 coûte 90,20 et la carte orange mensuelle 1 à 6 revient 122, 10 € !

C'est un fardeau social inacceptable pèse sur le portefeuille des classes moyennes et populaires : es familles les plus faibles, des personnes les plus précarisées (jeunes, personnes âgées, travailleurs pauvres, personnes sans emploi).

Certes, il existe des mesures sociales – souvent mises en œuvre par des conseils généraux ou régionaux – permettant une gratuité partielle ou

totale au profit des bénéficiaires de certains minima sociaux. Ces mesures sont justes, mais elles sont trop rares et laissent de côté des millions d'autres personnes qui n'entrent pas dans ces critères sociaux (travailleurs à temps partiel, familles nombreuses, jeunes non étudiants de moins de 25 ans...).

Au coût social qui pèse directement sur les familles et les individus, il est important de ne pas oublier celui qui pèse globalement sur la société.

Mais en plus d'être trop chers pour les individus, les transports collectifs se révèlent trop chers pour la planète. Alors qu'il est désormais acquis que nous avons définitivement clos la période du « pétrole pas cher », les prix actuels des transports collectifs, mais aussi leur délabrement dans de nombreux milieux populaires (urbains comme ruraux), notamment liés à la gentrification des villes de banlieues, demeurent une incitation à la voiture. Sous peine d'assignation à résidence, les habitant-es des villes de banlieues mais aussi de petites villes en régions sont obligés d'opter pour la voiture.

De 35 millions de véhicules en circulation dans le monde dans les années 1930, on est passé à 200 millions au milieu des années 1960 et à plus de 670 millions aujourd'hui. A lui seul, le parc français a augmenté de 9 millions de véhicules entre 1980 et 1998.

Parler du coût des transports col-

lectifs impose d'envisager le coût de l'ensemble des transports. Leurs coûts externes (les dépenses directement liées au transport mais payées par la collectivité), représentent (cf. Alternatives Economiques 4ème trimestre 2000) 10% du PIB européen, soit 658 milliards d'euros en 1995 (et on s'attend à ce qu'ils augmentent de 42 % entre 1995 et 2010 !). Ils sont dans leur très grande majorité (91,5%) liés à la route.

Or la voiture implique notamment :

- une pollution atmosphérique qui explose : SO₂, CO₂, Nox, particules fines, O₃, qui entraîne des effets nocifs sur la santé (maladies respiratoires, cardio-vasculaires, cancers etc.) , sur le dérèglement climatique et la biodiversité ;
- une pollution sonore (7 millions de personnes en France sont exposées à un niveau sonore de plus de 65 décibels ;
- des accidents toujours aussi nombreux (124 000 morts en 1998 dans les pays de l'OCDE ; en France, plus de 40% des tués sur la route ont moins de 30 ans) ;

Le coût externe, pour 1000 voyageurs x km, est de 87, 3 euros pour la voiture, et de 19,5 euros pour le train. Pour le transport des marchandises il est de 71,1 euros pour la route (camions), et de 18,6 euros pour le train.

Il est donc essentiel d'avoir à l'esprit les coups externes ou « coups cachés » que supporte toute collectivité du fait des nuisances automobiles. En tenant ce raisonnement, la ville belge d'Hasselt, qui a mis en œuvre la gra-

tuité des transports, a calculé ce que lui aurait coûté de conserver les transports payants, donc une circulation automobile dense : 149000 euros par an.

Face à cette réalité, les zépétistes plaident pour une mesure de « bon sens » qui allie justice environnementale et justice sociale de façon concrète, mais qui peut s'avérer difficile à appréhender par ce qu'elle suppose un changement radical dans la manière d'aborder les services publics, les inégalités sociales et environnementales ainsi que notre modèle de société. Cette solution c'est la gratuité totale des transports collectifs au niveau des agglomérations.

Impossible, utopique dites-vous ? Nous disons non !

De nombreuses villes ont déjà aboli les transports payants : Coulommiers, Vitry (16000 habitants), Issoudun (18 000 habitants), Compiègne (30 000 habitants), Châteauroux (72 000 habitants)... et Hasselt (70 000 habitants), citée plus tôt.

Toutes ont accompagné cette gratuité d'un surcroît d'investissements dans les transports et toutes ont constaté une meilleure qualité de vie et un meilleur usage des transports. C'est ce qui illustre une politique que la ZEP prône : défendre et renforcer les services publics, tout en les démocratisant et les modernisant.

Pour financer cette mesure d'écologie radicale, il convient de sortir des carcans de la pensée sociale-libérale et capitaliste.

Tout d'abord en mettant à contribution les entreprises. La majorité des employeurs remboursent une partie variable des frais de transports collectifs de leurs employés. Compte tenu de l'importance des aides publiques qu'ils perçoivent et des bénéfices pharamineux et que réalisent certains actionnaires, il est « pensable » d'accroître leur participation.

Ensuite en réhabilitant l'impôt. Les contribuables, surtout les plus fortunés, peuvent participer à cet effort.

Enfin, l'Etat et les collectivités territoriales doivent abandonner le soutien massif à la voiture et aux autoroutes et réorienter massivement leurs investissements vers des transports collectifs gratuits.

L'urgence de cette mesure se renforce au fur et à mesure que s'accroissent et se nourrissent l'une de l'autre les crises économique, alimentaire, énergétique, climatique et de la biodiversité. Cette « utopie » est simple et concrète : défendre la planète tout en défendant les individus les plus précarisés. C'est ça l'écologie populaire.

Les zépétistes vous invitent donc à rejoindre la campagne contre la cherté environnementale et sociale et pour la gratuité des transports collectifs, qu'ils initient la rentrée 2009.

QU'EST CE QUE LA ZONE D'ÉCOLOGIE POPULAIRE ?

La ZEP est un réseau associatif et politique réunissant des militant-es qui se définissent comme :

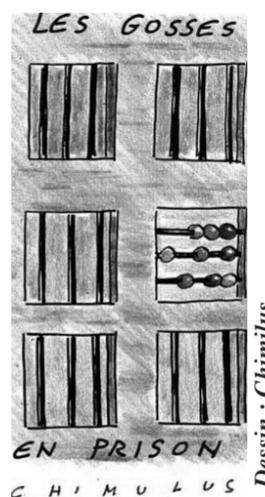
- **partisan-es d'une écologie de transformation** : L'économie productiviste à outrance détruit la biodiversité, la santé, s'attaque aux peuples autochtones, pille les richesses du Sud. Si les injustices environnementales et sociales, la crise climatique, énergétique, les OGM, la nucléaire, les pesticides, l'amiante... nous concernent tous, elles s'attaquent partout en priorité aux pauvres. Notre écologie

politique refuse d'accompagner l'actuel modèle de société capitaliste et productiviste en le « verdissant » mais veut le transformer.

- **partisan-es d'une écologie anti-discrimination** qui lutte contre l'apartheid social. Nous refusons la stigmatisation des jeunes issus de l'immigration, la ségrégation des quartiers populaires, le contrôle policier à caractère colonial, la politique de l'immigration (ADN, expulsions des sans papiers, lois racistes...). Cette lutte ne peut être menée au nom de celles et

ceux qui sont discriminés, mais bien par eux et avec eux.

- **partisan-es d'une écologie de libération** qui lutte contre la guerre de civilisation et l'apartheid planétaire. De l'Irak à l'Afghanistan, de Palestine à la Tchétchénie, de l'Iran au Congo, nous refusons la guerre comme moyen d'imposition du modèle occidental.



Dessin : Chimulus

BRÈVES...

autrichien de la santé. A l'issue d'un essai de nourrissage d'une durée de 20 semaines avec du maïs transgénique produit par Monsanto, en l'occurrence la variante «NK603xMon810», les chercheurs ont constaté que dès la 3ème génération déjà, le poids et le des souriceaux mis au monde déclinait. Ceci est la première étude réalisée sur des effets à long terme. Les chercheurs considèrent que la conduite d'autres études en la matière est « absolument

nécessaire.» La publication de cette étude a également entraîné une réaction du commissaire européen à la Santé, la Chypriote Androula Vassiliou, qui a demandé aux autorités autrichiennes de la lui transmettre afin de la faire évaluer par l'Autorité européenne de sécurité des aliments.

Novembre- DOUAI- France- En qualifiant l'homosexualité d'inférieure à l'hétérosexualité, le député UMP du Nord Chris-

tian Vanneste « n'a pas dépassé les limites de la liberté d'expression ». C'est en tout cas ce qu'a considéré la Cour de cassation qui l'a blanchi dans l'affaire intentée à son encontre pour injure envers les homosexuels. Pour ces mêmes propos, en janvier 2006, le tribunal correctionnel de Lille avait en effet condamné Christian Vanneste à 3.000 euros d'amende, ainsi qu'à 2.000 euros de dommages et intérêts Fin 2004, alors que ses pairs s'apprentent à voter

une loi interdisant les propos homophobes, il avait déjà affirmé : « L'homosexualité est une menace pour la survie de l'humanité, elle est inférieure à l'hétérosexualité, et c'est une menace pour l'espèce humaine, les homos doivent être soignés psychiatriquement... » Il s'était défendu en ajoutant : « Je n'ai pas dit que l'homosexualité était dangereuse. J'ai dit qu'elle était inférieure à l'hétérosexualité. Si on la poussait à l'universel, ce serait dangereux pour

l'humanité... »

Novembre- QUITO- Equateur- Le président d'Equateur, Rafael Correa, déclare que son gouvernement cherchera «à ne pas payer la dette illégitime, illégale et corrompue». Il l'a fait après la présentation du rapport de la commission qui a enquêté sur la dette externe équatorienne. Correa a dit que le pays cherchera aussi à sanctionner les coupables de l'endettement et de ses conséquences sur

l'économie équatorienne. De cette façon, Correa a assuré que la dette «sera renvoyée sur les responsables de son acquisition avec des titres bâtarde, des artifices indignes, du chantage et de la trahison», selon ses propres mots.

Novembre- PARIS- France- Alors que le « plan de relance » de l'économie proposé par la Commission européenne préconise une augmentation des prêts de la Banque euro-

Pour un projet de «transformation sociale et écologique»



Un autre développement

La crise financière a éclaté dans un monde où les évolutions internationales (mondialisation, hégémonie du capitalisme financier, émergences de pays du Sud, restriction de circulation pour les peuples, multiplication des conflits armés...), la destruction des équilibres écologiques et ses conséquences (déclassement climatique, réduction de la biodiversité...), l'épuisement des ressources non renouvelables et notamment du pétrole, l'aggravation des inégalités menacent chaque jour un peu plus l'existence même des habitants de notre planète. Ils renvoient avec acuité à l'inadaptation des politiques actuelles et à la nécessité de jeter les

bases d'un autre modèle de production et de consommation.

Les politiques de spécialisation géographique reposant sur les inégalités Nord-Sud imposées par le capitalisme financier sont utilisées pour peser au maximum sur les salaires et les conditions de travail, tant au nord qu'au sud. L'idéologie néo-libérale, assimilant individualisme et «liberté individuelle», justifie les remises en causes des conquêtes sociales, et oppose les individus les uns aux autres cassant les solidarités et les protections collectives.

Une autre monde est nécessaire et possible

La construction d'un projet politique qui mêle la défense de notre planète

aux luttes pour les droits de tous et aux combats altermondialistes, féministes, antiproduktivistes et anticapitalistes est une nécessité urgente.

L'Humanité ne peut plus continuer de consommer 1,3 fois les ressources disponibles de la Planète. Les modes de production, les circuits de distribution doivent être raccourcis et devenir économes en emballages, en énergie, en carbone... Les consommations inutiles doivent cesser. L'indispensable décroissance de l'empreinte écologique globale doit être discriminante : aux plus riches, aux pollueurs, aux gaspilleurs d'accomplir les plus grands efforts. Une partie importante de l'Humanité, loin de la frénésie de consommation, lutte pour subvenir à ses besoins élémentaires. Ce combat est intimement lié à celui mené contre les politiques néolibérales de dérégulation, le modèle de production basé sur l'exploitation du travail, le développement de la précarité et de la misère, l'externalisation des dommages sociaux et environnementaux.

Aller vers la décroissance tout en éradiquant la pauvreté demande la relocalisation de l'économie, la préservation et la défense des biens communs, la promotion de l'économie solidaire, le revenu social garanti, le droit à la santé, la redistribution mondiale des richesses, et le partage du temps de travail.

L'affirmation qu'un autre monde est possible gagne du terrain et partout des forces se lèvent, en Afrique, en Asie, dans les Amériques, en Europe... remettant en cause l'ordre établi et avançant vers une alternative globale.

Face à une droite décomplexée

Des gouvernements ont mis en place ou cautionné le système qui aboutit à la crise actuelle dont les conséquences seront majeures et dramatiques.

La rupture de l'équilibre entre travail et capital est la cause profonde de la crise financière. La «valorisation pour l'actionnaire» placée au cœur des décisions du G20 à Washington va entraîner une nouvelle dégradation de la condition salariale, une montée des inégalités et des précarités. Une solution immédiate passe par une mise au pas de la finance, un nouveau partage des richesses, une réorientation de l'appareil productif afin qu'il tienne compte des impératifs environnementaux.

En France, la victoire de Nicolas Sarkozy marque une nouvelle étape dans l'hégémonie du libéralisme. Une droite dure et décomplexée, directement liée aux profiteurs, est bien décidée à poursuivre son offensive idéologique, à liquider les derniers acquis sociaux issus des compromis d'après

guerre. Pour assurer sa domination, elle met au pas la magistrature et les médias, aggrave une politique sécuritaire qui fragilise les plus faibles, renforce la peur et le repli sur soi.

Sur le terrain politique cette droite poursuit ses attaques contre la démocratie (instrumentalisation de la représentation nationale, développement de la politique-spectacle, renforcement des pouvoirs présidentiels, criminalisation de l'action militante...), aggravant ainsi la crise de la représentativité et la coupure entre citoyens, partis politiques et institutions.

Face à cette offensive sans précédent, la gauche française n'a pas d'alternative crédible. Tant sur le plan du contenu que de la stratégie, elle s'enlise dans un interminable processus de ravalement interne qui l'éloigne toujours plus des préoccupations de la grande masse des citoyens. Le PS se cherche un projet et des alliés. Les débats préparatoires au congrès de Reims ont montré un assez large accord sur le fond : la mondialisation financière, la souveraineté quasi-absolue de l'économie de marché, comme l'horizon indépassable de nos sociétés.

Reconstruction idéologique et politique

Militants antilibéraux, environnementaux, alternatifs, altermondialistes, féministes, syndicalistes, sont orphelins d'une expression politique à la hauteur des enjeux du XXIème siècle, marquée par l'imbrication entre écologie et social. La pratique du «réformisme radical» qui n'hésiterait pas à proposer des axes de rupture dans les rapports sociaux, les modes de production et de consommation dominants reste à inventer ou à mettre en cohérence.

Il est urgent de mettre en œuvre les moyens permettant une nécessaire reconstruction idéologique et politique. Il est urgent que s'élabore et s'impose un projet alternatif liant émancipation sociale et révolution écologique.

La vocation d'Écologie solidaire, formée d'adhérents membres ou non de partis politiques, sera de s'inscrire, à sa modeste mesure, dans cette reconstruction en y portant la nécessité de la prise en compte des exigences écologiques pour tout projet politique véritablement de gauche. Convaincu de la nécessité d'initiatives transversales, Écologie solidaire n'est une tendance ni des Verts, ni d'aucun autre parti.

Concrètement Écologie solidaire est un lieu de débats et de propositions. Pour ce faire dans l'immédiat, il publie une lettre électronique mensuelle (<http://www.ecologie-solidaire.org/lettres>) et participe aux débats permettant

d'avancer vers une alternative

Cet objectif se retrouve aujourd'hui tout à fait dans l'appel lancé par Politis. Les membres d'Écologie Solidaires ont été très nombreux à le signer sans réticence. Les militants qui se reconnaissent dans la démarche d'Écologie solidaire s'investissent dans toutes les initiatives autour de l'appel.

Cet objectif se retrouve aussi dans le rassemblement de transformation écologiste et sociale qui s'est constitué à Miremont. Écologie Solidaire s'inscrit pleinement dans cette démarche ouverte qui entend défendre un projet à la fois écologiste et antilibéral.

Nous entendons poursuivre l'action commune pour une gauche de transformation sociale et écologiste digne de ce nom, dans le respect des différences et des projets de chacun.

Vous pouvez contacter la Lettre de l'Écologie Solidaire en envoyant un courriel à edition@ecologie-solidaire.org

Vous pouvez lire toutes les contributions de l'Écologie solidaire sur le site www.ecologie-solidaire.org

Vous pouvez vous inscrire ou vous désinscrire à la version électronique de la Lettre de l'Écologie solidaire en vous rendant sur le site <http://listes.ecologie-solidaire.org>



ALTERS ECHOS a besoin de lecteurs...

Après l'avoir lu, ne le jetez pas : laissez le vivre. Donnez le à votre voisin, faites le voyager en bus, métro ou train en l'oubliant pour un lecteur inconnu. Exposez le dans une salle d'attente : celle de votre médecin ou de votre dentiste. Allumez une mèche en le posant chez votre coiffeur. Glissez le sur le zinc de votre bistrot préféré entre une mousse et un café...

...BRÈVES

péenne d'investissement (BEI) de plusieurs milliards d'euros, trois représentants de la société civile du Tchad, du Nigeria et de République démocratique du Congo (RDC) viennent justement de dénoncer, à Paris et Bruxelles, les impacts désastreux des projets financés par la banque dans leurs pays. Avec la campagne « Banque

européenne d'investissement (BEI) : L'Europe mine l'Afrique », les Amis de la Terre demandent à la BEI de tirer les leçons des échecs et de ne pas s'impliquer dans de nouveaux oléoducs et méga projets miniers. Ils s'associent aux représentants africains pour demander aux gouvernements de contrôler les conséquences des inves-

tissements de la Banque avant d'augmenter ses capacités d'action.

Novembre- Bruxelles- Belgique- Nouveau rapport du Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe, Thomas Hammarberg, qui dénonce « les conditions de vie inacceptables de nombreux

détenus, qui doivent faire face à une surpopulation, une absence de vie privée, des locaux vétustes, et une hygiène pauvre » ou encore « le haut niveau de suicides dans les prisons françaises [...] symptôme des défaillances structurelles du système pénitentiaire ». Face à cette situation, le Commissaire « appelle instamment les

autorités françaises à répondre immédiatement aux conditions inacceptables de détention des détenus contraints de vivre dans des cellules surpeuplées et souvent vétustes ». En guise de réponse, le gouvernement tente comme à son habitude de mettre en avant, outre la nécessité d'augmenter le nombre de places de prison,

« la mise en œuvre des Règles pénitentiaires européennes » et « l'élaboration du projet de loi pénitentiaire ». Or, le Commissaire exprime de nombreuses réserves sur ces différents points.

Novembre- NIAMEY- Niger- la 5^e édition du forum social africain placée sous le thème



Pour que d'autres mondes soient possibles !

La croissance n'est pas la solution, mais le problème

En réponse aux urgences mondiales, sociale, écologique et humaine, nous avons besoin d'offrir, d'étudier et de nous emparer d'un projet politique en rupture radicale avec le modèle économique et politique dominant.

Il reste indispensable d'offrir à ceux qui souffrent, les outils nécessaires à la résistance, à l'enthousiasme du projet et à la reprise en main de leur destin. Et, ce ne sont pas de perpétuels appels à l'unité, nourris par un panel de revendications quantitatives et illusoires, qui nous permettront de sortir de l'impuissance et de remplir le vide de l'espérance émancipatrice.

Le système capitaliste dominant et mondialisé, profondément inégalitaire, fondé sur le concept de «développement» introduit par le président américain Truman en 1949, se révèle destructeur de nos milieux naturels et des liens humains qui fondent le vivre ensemble solidaire.

Les réponses apportées par la social-démocratie, gestionnaire docile de l'ultralibéralisme nous conduisent aux mêmes impasses.

Seule une réflexion critique et radicale du modèle productiviste permettra de remettre en cause les notions de croissance et de développement ainsi que ses corollaires : pauvreté, perte des biens fondamentaux, concurrence entre les peuples et les individus. La croyance et l'idéologie selon lesquelles la croissance et le progrès scientifique et technologique « amélioreront nécessairement et inévitablement le bien-être des gens sur terre » ont fait faillite.

« La vision du développement qui a inspiré les efforts internationaux se trouve au bord de l'extinction. Il ne s'agit pas d'un déclin temporaire de la volonté politique, ni de la conséquence d'un ralentissement économique temporaire dans le Nord industriel. C'est plutôt l'idée de développement elle-même qui disparaît du paysage comme conséquence directe des changements et discontinuités massifs de notre temps. »

Vers des catastrophes planétaires majeures

La construction d'un projet politique que nous faisons partie des premières générations occidentales à vivre une civilisation sans repère spirituel, sans lien ni repère sacré qui nous unissent à la Terre, sans lien de solidarité entre les peuples et les individus.

« La disponibilité et l'accès à l'eau - à ses usages - constituent un droit humain (universel, indivisible et imprescriptible) individuel et collectif. L'eau est un symbole réel du caractère « sacré » que nos sociétés attribuent à la vie. L'eau est sacrée. » (Riccardo Petrella, Vers un pacte social mondial sur l'eau).

Nous faisons partie des premières générations à concevoir, à reconnaître, à entrevoir que les conséquences, inhérentes à la perte de ces liens, ne sont pas le seul fait de tragédies nationales isolées, mais bien les prémices de catastrophes planétaires majeures.

Nous sommes les premières générations nourries à l'idéologie du PIB à commencer à admettre que nos destins sont liés, non seulement au destin de l'ensemble de l'humanité, mais également à notre environnement.

Remettre en cause le salariat et le productivisme

Différents appels conjuguent les trois urgences sociale, écologique et démocratique. Difficile de faire moins lorsque le dérèglement climatique et la crise énergétique s'accroissent, lorsque les risques de destruction des écosystèmes menacent directement nos conditions mêmes d'existence.

Dans ce contexte, exacerbé par la crise financière actuelle, la « gauche de la gauche » nous invite à ne plus oublier « la nécessité de redistribuer les richesses ».

La réponse politique de la gauche enfin à gauche serait-elle seulement celle de redistribuer, de façon plus égalitaire, les profits financiers qui sont l'essence même du capitalisme, de l'aliénation des peuples et de la destruction de leurs modes de vie et des écosystèmes. La gauche enfin à gauche ne remettrait-elle pas en cause, ni le salariat, ni la redistribution des profits monétaires, ni le productivisme qu'elle se targue de transformer en un développement prétendument durable.

On imagine que l'aspiration à d'autres mondes possibles serait celle de dépasser l'objectif aliénant que représente la recherche éfrénée et vaine de l'augmentation du pouvoir d'achat. On imagine que l'aspiration des salariés serait de se débarrasser de l'aliénation du salariat, de la consommation et de la monnaie spéculative, pour retrouver la maîtrise de leurs usages et l'instauration d'un revenu universel inconditionnel.

On imagine que l'aspiration des populations serait l'autogestion généralisée de leur vie et l'expérimentation d'alternatives de sociétés dans lesquelles les profits monétaires et le productivisme seraient exclus.

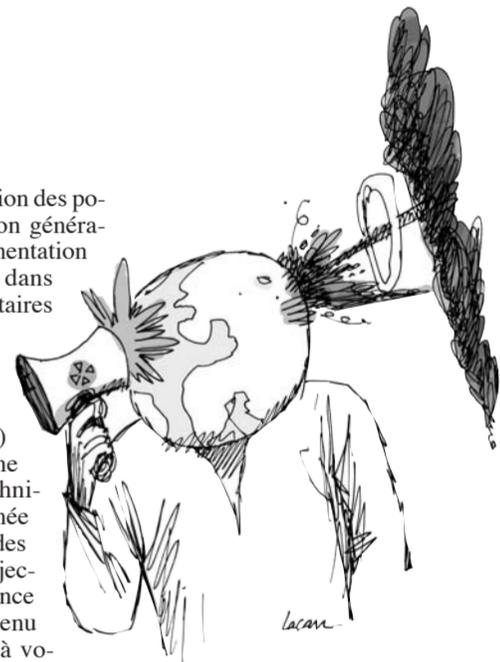
La gauche de la gauche, « la gauche » (Die Linke) nous maintiennent dans une vision productiviste et techniciste du monde, bien éloignée de celles des écologistes, des altermondialistes et des objecteurs de croissance. L'absence de radicalité, le flou entretenu sur leurs futures alliances à vocation majoritaire, empêchent l'intégration des objectifs écologistes, mais également de ceux anticapitalistes du NPA.

Empêchant ainsi la création d'un large front de résistance.

Pour une Entente de l'écologie radicale et sociale

Nous sommes nombreux à œuvrer et à nous mobiliser pour :

- qu'un projet politique prenne en compte les réalités sociales économiques et écologiques tout en intégrant l'indice de développement humain et l'empreinte écologique,
- que se refonde une pensée écologiste qui n'envisage pas, de quelque manière que ce soit, la gestion d'un système économique, qui ruine l'espérance des vies sur cette planète,
- qu'écologistes, altermondialistes, altermondialistes et objecteurs de croissance se rassemblent pour porter un projet de rupture avec ce capitalisme dévastateur et proposent des alternatives émancipatrices aux dominations,
- que ce projet écologiste autonome,



Dessin : P. Lacan

ouvert et qui intègre la participation de celles et ceux qui s'en sentent partie prenante, soit enfin proposé comme une utopie réalisable, pour des alternatives concrètes qui préservent l'avenir des générations futures, en harmonie avec les autres êtres vivants, avant que ne s'amplifient les catastrophes, la pénurie et la récession.

C'est le sens de l'Entente de l'écologie radicale, mise en place à Miremont et qui a réuni sept sensibilités. Les prochaines rencontres se tiendront à Avignon, début janvier 2009.

Un Pôle de radicalité

Par ailleurs, nous pensons que, parallèlement et sans occulter ni renoncer à nos propositions, un large front de résistance (un pôle de radicalité), doit se mettre en place sur des propositions d'actions et de luttes, y compris dans le domaine institutionnel.

Nous devons rompre avec le bipartisme et le système majoritaire qui empêche toute émergence d'initiatives en rupture avec l'idéologie dominante.

Si nous privilégions la nécessité de la création d'une entente de l'écologie radicale et sociale, nous pensons qu'il est souhaitable qu'un tel pôle de radicalité se mette en place avec d'autres composantes issues de la gauche alternative et anticapitaliste en y incluant le mouvement social.

Note . Le terme « altermondialistes » définit ceux qui seraient pour une autre mondialisation, nous y préférons celui « d'altermondialistes », qui seraient pour que d'autres mondes soient possibles, en respectant la diversité des cultures et la souveraineté des peuples. Pour prendre contact avec le Mouvement des Objecteurs de Croissance contact@ml.les-oc.info

Séminaire

« Alternatives à l'économie politique ; Recherches de dynamiques de sortie du capitalisme »

21 et 22 février 2009, à Saint-Jean du Gard (30)

A la suite des rencontres de Miremont de l'Ecologie Radicale (anti-capitaliste, anti-productiviste, altermondialiste), il a été envisagé d'explorer certaines pistes et de les traduire en projet et alternatives concrètes. Les Objecteurs de Croissance, en collaboration avec les Ateliers des Alternatives, les Ateliers de l'usologie (distributiste), les Alternatifs organisent un Séminaire francophone pour « une économie alternative au capitalisme ».

Ce Séminaire est ouvert aux différentes sensibilités anti-capitalistes et écologistes souhaitant dépasser l'approche néo-keynésienne de régulation et de répartition des profits pour proposer des alternatives remettant en question les fondamentaux du capitalisme.

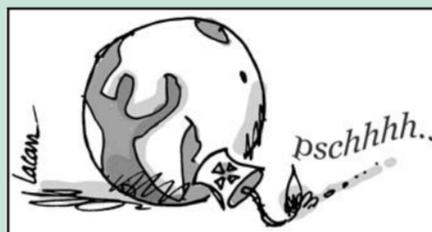
Pour nous contacter :

Courriel : inscription.seminaire@gmail.com

pour tout renseignement : notre blog - <http://leconomiealternative.over-blog.com/>

Inscription, hébergement et règlement : Colette Verseils - séminaire, Le Paussanel - 30140 MIALET

Un WIKI pour les contributions et débats est en cours d'ouverture - <http://wiki.les-oc.info/doku>



BRÈVES...

« L'Afrique des peuples en marche contre la mondialisation néolibérale », a réuni plusieurs milliers d'altermondialistes d'Afrique et du monde. Le forum a démarré par une marche à travers la ville de Niamey. Principaux défis : « la pérennisation et le renforcement de la mise en place de synergie d'actions entre les différents mouvements, en vue de cheminer vers cette autre

Afrique possible, jalouse de sa dignité, bafouée par les politiques néolibérales et les lois anti-immigration occidentales ; cette autre Afrique possible qui revendique et qui assume son droit au libre choix politique, économique et social ; qui refuse d'être sacrifiée à l'aune de la mondialisation imposée par des instances de décision illégitimes et irresponsables ».

Novembre- ACCRA- Ghana
Selon une étude de CarboAfrica citée par la FAO il est prouvé qu'en dépit de sa contribution aux émissions de gaz à effet de serre à partir des carburants fossiles -moins de 4% du total (donc mineure)-, l'Afrique apporte une contribution majeure en ce qui concerne les émissions mondiales à partir de sources naturelles. «Les premiers résultats montrent que

l'Afrique joue un rôle clé dans le système du climat mondial», indique Riccardo Valentini de l'Université de la Tuscia et coordonnateur pour l'Italie du projet CarboAfrica. Ce qui compte le plus, dit-il, c'est la différence entre le carbone capté par la photosynthèse dans les vastes savanes et forêts de l'Afrique et le carbone relâché dans l'atmosphère et qui résulte de la déforestation, des feux et de

la dégradation des forêts. «Si cela se confirme, cela voudra dire que l'Afrique contribue à la réduction de l'effet de serre, atténuant ainsi les conséquences du changement climatique.» CarboAfrica a observé le cycle du carbone en Afrique subsaharienne grâce à un réseau de stations de monitoring dans 11 pays au cours des deux dernières années.

Novembre- MEXICO- Mexique
- Une étude récente prouve la contamination à grande échelle des variétés de maïs locales mexicaines - jusque dans les vallées les plus éloignées - par des séquences transgéniques. Ceci confirme les résultats publiés en 2001 qui, à l'époque, avaient fait l'objet d'une virulente controverse. Il est étonnant de constater la facilité avec laquelle les transgènes se sont

«Un mouvement politique, oui Mai...!»

Mouvement politique pour une convergence des alternatives à la globalisation et pour la sortie du productivisme



Issu de collectifs citoyens, depuis le NON au TCE et des élections présidentielles et législatives de 2007, le Mai est né pour donner une traduction politique à nos convictions altermondialistes. Les fondateurs du Mai ont ressenti le besoin de créer un mouvement nouveau, ouvert à l'expérimentation, plus proche de leurs convictions que les mouvements frères existants déjà.

Nous sommes un mouvement politique, mais dans ce système peu démocratique, nous n'avons pas comme stratégie principale la participation à des élections ou l'alliance avec d'autres mouvements politiques dans un but électoral. Nous ne voulons pas nous adresser uniquement aux militants proches de nous, mais diffuser nos idées au-delà et interpeller ceux qui renoncent. Nous voulons agir, dénoncer, participer à des luttes communes, mais nous voulons aussi être un mouvement idéologique, prendre le temps de nous poser et de réfléchir avec d'autres - au-delà du politique - à un projet de société dont l'objectif central ne serait plus l'activité marchande et le productivisme, mais l'homme et la possibilité de vivre ensemble dans une société harmonieuse respectueuse de l'humain et de son environnement.

Nous voulons redéfinir la place du travail dans la vie, la place de l'argent, des besoins essentiels inaliénables qui seraient de qualité et garantis à tous, en France et dans le monde... L'écologie est, pour nous, le fondement de la nature même des choses et des rapports entre les humains et la planète. La production, la consommation, doivent servir des besoins réels, utiles... Quand bien même la nature serait infinie et les ressources économiques illimitées, nous serions toujours pour une responsabilité vis-à-vis de la nature et pour une société juste.

La société actuelle a emprisonné l'homme dans une logique de l'avoir et du paraître au dépend de l'être et de sa relation avec les autres et la nature. Penser un autre modèle de société, c'est d'abord prendre conscience et nous libérer de l'aliénation dans laquelle nous sommes plongés. Toutefois, il ne s'agit pas d'imposer aux autres un modèle de société - fût-il bon - mais de donner à tous la possibilité de participer à sa création, y compris à travers l'expérimentation et le droit à l'erreur. La démocratie est donc indispensable pour cette auto construction d'une nouvelle société.

Pour nous, la démocratie ce n'est pas seulement une personne = une voix. C'est surtout assurer à chacun la possibilité d'utiliser cette voix, non seulement au moment des élections, mais à tout moment et dans tous les domaines. Nous pensons que chacun doit pouvoir s'impliquer dans la vie collective et en politique, et doit être encouragé à le faire.

C'est ainsi que nous avons décidé d'expérimenter la démocratie «radicale» en nous donnant des statuts permettant à tous la même participation et luttant contre la personnalisation et la professionnalisation de «cadres» du mouvement. (collégialité, tirage au sort, mandats courts, uniques, semi-impératifs, non renouvelables, démocratie directe au travers de l'AG, veilleurs, souveraineté des groupes locaux...).

Une société nouvelle est possible : ça dépend de nous tous

Le texte fondateur du Mai est le Manifeste de Lalouvesc

« A ceux qui ne se résignent pas »

2% des personnes possèdent 50% des richesses mondiales !

Il ne peut y avoir de croissance infinie dans un monde fini !

La croissance n'est pas la solution mais bien le problème.

Nous détruisons notre milieu naturel, les liens sociaux et les valeurs humaines.

Le système dominant, mondialisé, profondément inégalitaire et destructeur qui nous entraîne n'est pas le seul possible et imaginable.

Nous avons plus de pouvoir d'action que nous ne le croyons.

Sortons de la tristesse de l'impuissance !

Quelle est notre situation actuelle ?

La majorité de la population mondiale est aujourd'hui poussée à vivre en ville.

Beaucoup d'entre nous croient ne plus avoir d'autres choix ni les moyens d'éviter les circuits de grande distribution pour subvenir aux besoins de leur famille.

Manger des produits qui ont déjà fait plusieurs fois le tour du monde entretient le système de domination alimentaire, social, technique et écologique, alors que 80% de la population mondiale rurale est en situation de disette chronique.

Notre vie quotidienne n'est-elle pas colonisée par de pseudo-produits censés satisfaire de faux besoins et apaiser nos angoisses ?

La société de consommation nous inculque quotidiennement l'acte d'achat comme équivalent du bonheur.

L'acceptation de l'ordre établi, la résignation pour ramasser quelques miettes ne sont pas une fatalité.

Nous sommes capables d'imaginer un monde solidaire, de partage dans un environnement sain, fondé sur le bien-être et la dignité de chaque individu.

La société dans laquelle nous vivons est présentée comme seule alternative par un petit nombre de personnes qui dirigent le monde et orientent nos choix aux bénéfices exclusifs de leurs propres privilèges.

Ils utilisent pour cela les grands médias, presse, télévision, instituts de sondage, experts, réseaux de distribution et de répression dont ils sont les propriétaires.

A cette société dans laquelle la course aux profits monétaires détruit les grands équilibres écologiques et sociaux, nous répondons :

« Assez de surexploitation ! »
« Préservation et partage concerté des biens communs »

A cette société qui développe des politiques chaque jour plus répressives et sécuritaires, nous répondons :

« Liberté ! »
Libertés de penser, de s'exprimer, d'agir et de se déplacer, égalité de droits pour toutes et tous, solidarité,

justice et fraternité.

A une société qui éloigne chaque jour davantage la population des centres de décision, nous répondons : **débats citoyens et référendum d'initiative populaire**, prises de décisions avec les budgets correspondants, à l'échelle locale adéquate (quartiers, communes, agglomérations, régions...), contrôle des élus et mise en place de réels contre-pouvoirs.

Tout ceci est réalisable si chacun prend en main sa propre vie.

Aux structures politiques dirigées par des élites professionnalisées, **nous opposons une réelle démocratie, une structure non hiérarchisée où les élus seront contrôlés et révocables, où les mandats seront courts, non renouvelables et non cumulables.**

A un monde où seul le travail aliéné est rémunéré,

nous opposons un revenu garanti pour tous, la sortie du tout monétaire, la sortie du productivisme, travailler moins pour vivre mieux.

Au modèle économique actuel qui soumet les peuples et la planète à sa loi, celle des profits monétaires, **nous combattons pour les solidarités sociales, internationales et les équilibres écologiques.**

A un monde soumis aux technologies agressives : nucléaire, OGM, pesticides, nanotechnologies..., **nous opposons le principe de précaution.**

Aux guerres pour l'appropriation des richesses, **nous répondons partage, paix et respect des peuples.**

D'autres sociétés sont possibles.

Nous avons l'ambition de les mettre en oeuvre.

Nous nous engageons dans un mouvement de rupture dans lequel nous sommes souverains pour construire une société digne de l'humanité. Nous ne partons pas de rien. Des expériences du bien vivre ensemble existent déjà à travers le monde, et ça marche ! De multiples chantiers sont encore à inventer, expérimenter, approfondir.

Nous créons un mouvement qui ne sera pas comme les partis.

Un mouvement capable de s'appliquer à lui-même le processus démocratique qu'il suggère pour la Cité. Un mouvement qui tiendrait plus au contrôle de tous les pouvoirs (y compris le sien) qu'à son propre pouvoir.



Nous, citoyens réunis à Lalouvesc les 27 et 28 octobre 2007, lançons cet appel, cette aventure que nous voulons vivante, riche de nos différences, porteuse d'avenir pour nous et nos enfants.

Nous vous invitons à la partager !

Au grand soir, nous préférons pleins de petits matins. Notre force sera notre nombre et notre diversité.

Des citoyens du monde.

...BRÈVES

développés dans un pays où la culture du maïs OGM n'avait pas été introduite pendant de nombreuses années.

Novembre- LITVINOV- République Tchèque- Quelque 500 manifestants associés au Parti des travailleurs, mouvement tchèque d'extrême droite, se sont heurtés à la police alors qu'ils essayaient d'attaquer une communauté rom dans la

ville. Après une manifestation dans cette ville, des personnes armées de pierres, de pétards et de cocktails Molotov ont scandé des slogans anti-roms et tenté d'investir un quartier rom de la ville. Comme dans de nombreux pays, les agressions verbales et physiques à l'encontre des communautés roms se multiplient.

Novembre- NEW YORK- Etats-Unis- La foule déchaînée par

les soldes a piétiné un employé de l'hypermarché Wal-Mart de Long Island peu après l'ouverture du magasin. La foule attirée par le «Black Friday», journée de grands soldes marquant le début officiel de la période des courses de fin d'année aux Etats-Unis, a défoncé la porte du Wal-Mart, projetant par terre l'employé qui était en train de l'ouvrir. Environ 20.000 personnes se sont ruées à l'intérieur,

selon la police. Une femme enceinte de 28 ans a aussi été transportée à l'hôpital, où elle a été mise sous observation, selon la police. Trois autres clients ont subi des blessures mineures et ont été transportées à l'hôpital alors que les gens criaient continuellement à faire leurs courses. Certains criaient : « je fais la queue depuis hier matin ! » L'employé tué était un intérimaire.

Novembre- VEVEY- Suisse- Il y a peu, Peter Brabeck, président du groupe alimentaire suisse Nestlé, déclarait : « On ne peut pas nourrir la planète sans les organismes génétiquement modifiés. » Regrettant le manque d'engagement politique de l'Europe en faveur des OGM, il a ajouté que « les OGM sont une des technologies les plus sûres que nous ayons jamais vues, bien plus sûres que les aliments

biologiques ou écologiques à la mode en Europe ». Il reste à noter que 2008 s'annonce encore une excellente année pour cette industrie, avec 100 milliards de francs suisses de chiffre d'affaires et plus de 10 milliards de bénéfice net... Les consommateurs jugeront.



Alter Ekolo : carte de visite

Alter Ekolo s'est constituée comme association européenne après le débat sur le Traité constitutionnel européen.

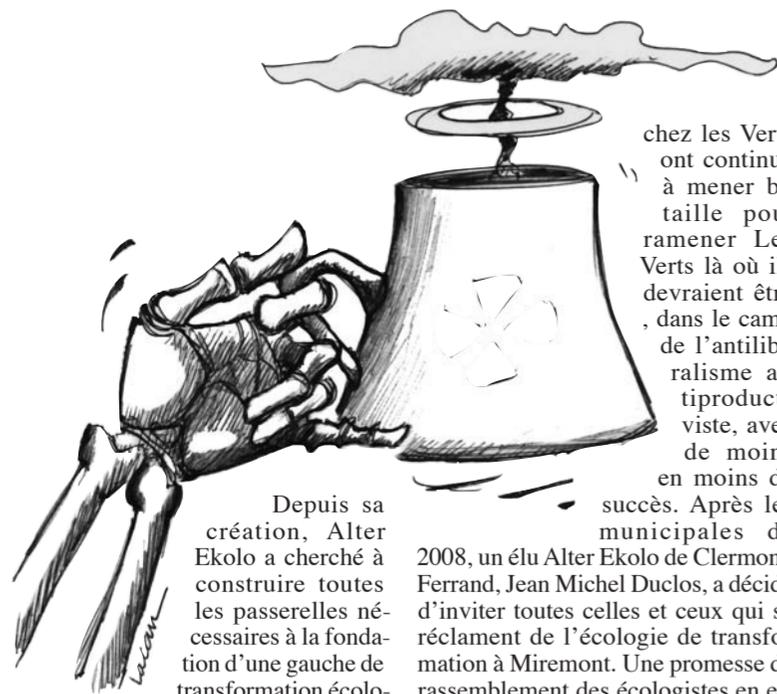
Nous sommes européen-ne-s, écologistes et altermondialistes. Nous pensons que l'Union européenne telle qu'elle est aujourd'hui érige en principe ce contre quoi les écologistes se sont toujours battu-e-s. Elle légitime le productivisme en s'opposant à l'écologie de transformation et à toute alternative économique et sociale. Dans ce monde insoutenable, l'Europe se doit de proposer une autre politique pour un autre modèle de développement. Pour qu'elle ne se réduise pas à une zone de libre-échange politiquement impuissante, il est urgent de réagir.

Face à la triple crise, des politiques économiques et financières, du projet, de la représentation démocratique, les écologistes doivent affirmer le lien structurant entre questions sociales et environnementales. Il n'y aura pas d'Europe politique sans Europe sociale et environnementale; c'est par elles qu'il faut commencer.

Nous voulons un débat constituant et l'élection de représentant-e-s à l'Assemblée constituante.

Nous voulons participer à la mise en mouvement d'une opinion publique européenne, relocaliser l'économie vers des filières endogènes, redistribuer les richesses et le temps de travail, réorienter la production et les industries, donner aux citoyen-ne-s et aux salarié-e-s le droit d'intervention sur la gestion des entreprises et des services publics, un droit de regard aux consommateurs et usagers, le droit d'initiative citoyenne. Donner légalement aux citoyen-ne-s le droit d'initiative qu'ils se sont octroyé en disant NON, garantir aux couches populaires les plus défavorisées l'exercice de leur droit à vivre dignement, donner à toute-s les résident-e-s européen-ne-s la citoyenneté pleine et entière et rendre effective l'égalité homme-femme. En un mot, nous voulons une autre Europe.

Rassembler, disent-ils ...



Dessin : P. Lacan

chez les Verts ont continué à mener bataille pour ramener Les Verts là où ils devraient être, dans le camp de l'antilibéralisme antiproductiviste, avec de moins en moins de succès. Après les municipales de 2008, un élu Alter Ekolo de Clermont Ferrand, Jean Michel Duclos, a décidé d'inviter toutes celles et ceux qui se réclament de l'écologie de transformation à Miremont. Une promesse de rassemblement des écologistes en est sortie à notre grande satisfaction. Les membres d'Alter Ekolo ont continué à rechercher à élargir leurs contacts avec la gauche de gauche, notamment avec les composantes qui ont apporté leur soutien à l'initiative. Celles et ceux qui ont signé l'appel de Politis ont participé le 11 octobre à la réunion nationale autour de cet appel qui a démontré les attentes d'un véritable projet de transformation sociale -et écologique- pour la France et l'Europe. Le 12 octobre, le

Depuis sa création, Alter Ekolo a cherché à construire toutes les passerelles nécessaires à la fondation d'une gauche de transformation écologiste et sociale. Il faut pourtant bien constater qu'après le succès sur le referendum constitutionnel européen, la volonté de créer une force antilibérale a été mise en échec dès la première épreuve, l'élection présidentielle. Alter Ekolo a soutenu la campagne de José Bové pour tenter d'insérer les questions altermondialistes et européennes dans la campagne présidentielle. Avec un résultat mitigé ! Les membres d'Alter Ekolo encartés

premier collectif d'animation de l'appel de Miremont s'est tenu à Paris. Il a préparé l'organisation d'une nouvelle rencontre en Avignon en janvier 2009, débattu du rassemblement Europe Ecologie initié par Daniel Cohn-Bendit -qui laisse les Alter Ekolo très circonspects après le retour d'Antoine Waechter-, de l'inscription dans l'appel Politis et du projet de « fédération » entre les collectifs unitaires, l'association des communistes unitaires, les Alternatifs et d'autres composantes signataires de l'Appel de Miremont.

Alter Ekolo a pris acte de la volonté de rassemblement qui anime la gauche antilibérale. A d'autant plus forte raison que, après le congrès de Reims du PS, des militants sont sortis dont il faut féliciter le courage, rejoints par le MARS-GR pour créer le Parti de Gauche. Sans compter le nouveau parti anticapitaliste qui va voir le jour en janvier. Ainsi les rassemblements s'organisent mais une multipolarité se dessine ! Paradoxe inhérent au jeu politique ou impasse stratégique ? Au moment où il faudrait être capables de mettre sur pied des listes antilibérales réellement européennes, la gauche est bien loin d'être à la hauteur des enjeux.

Un projet, vraiment à gauche !

La social-démocratie est en crise, incapable de résister au mouvement actuel de précarisation généralisée soit parce qu'elle en a adopté l'idéologie, soit parce qu'elle n'a pas su réinventer des systèmes de protection efficaces. Elle ne se confronte plus avec la société, avec les associations, les syndicats, les mouvements représentant les minorités dans toute leur diversité.

A sa gauche, on prône l'unité comme objectif central. L'«unité», l'unité pour l'unité, ne constitue pourtant pas un projet politique. L'avenir se joue dans la confrontation et le débat avec toutes les forces de gauche pour mettre sur pied un projet crédible et exigeant. Aucun tabou ne doit être laissé de côté, immigration, énergies, impôts, réglementation, tout doit être débattu.

Avant de parler d'alliances. Car si nous avons l'obligation de construire une alternative de gouvernement, la question du contenu des alliances n'est pas anecdotique. Un projet de transformation écologique et sociale sans vocation majoritaire est une béquille pour militants cherchant une raison de vivre, pas un projet politique digne des enjeux. Il nous faut à la fois penser la transformation et la dynamique poli-

tique capable d'en faire une aspiration majoritaire, sans précipitation, sans se laisser piéger par les calendriers électoraux et les alliances illisibles et incompréhensibles par nos concitoyens.

Cette orientation fonde par nécessité une force politique autonome, dans son obligation à tenir, dans tous les domaines de la vie sociale, un discours qui fasse sens, à impulser des pratiques qui rendent possibles des combats victorieux, à faire avancer dans la société les idées que l'on porte, à renforcer l'organisation des forces motrices du changement. C'est cela qui doit constituer notre priorité.

Définir un projet de transformation écologiste et sociale est indispensable si nous voulons donner corps à une alternative, qui retrouve des chances de mobilisation et de conviction à la base. Reste à proposer un projet économique clair, qui explique ce que nous voulons pour la France, désormais grande métropole du monde, et le monde en s'attaquant aux inégalités entre Sud et Nord, en utilisant la crise financière pour démontrer que l'antiproductivisme respectueux de l'habitat planétaire de l'humanité et la lutte contre les inégalités et la démolition sociale sont la base d'un projet neuf à gauche, vraiment de gauche.

ABONNEZ-VOUS À « ALTERS ECHOS » !

AE-12

Abonnement 6 numéros 12 €

Abonnement de soutien €

Libellez votre chèque à l'ordre de

« les AMI-E-S DE L'ALTERNATIVE EN MIDI-PYRENEES »

et envoyez-le à

15, rue des Genêts 31120 - Pinsaguel

(michele.gral@wanadoo.fr)

Nom : Prénom :

Adresse :

Téléphone : Portable :

Mail :

Contacts départementaux :

31 : Philippe Samson
philippe.samson@yahoo.fr
32 : Philippe Rabier
philipperrabier@mageos.com
65 : Pierre Noël
pierre.noel@agriculture.gouv.fr
81 : Claude Rossignol
clauder01r@free.fr
82 : Philippe Debaigt
anne.coltey-debaigt@wanadoo.fr

altersechos.over-blog.com

- commentez, répondez...
- lisez d'autres textes...
...certains plus développés...
- découvrez des liens...
- retrouvez tous les anciens numéros...

ALTERS ECHOS - Bimensuel / N° 12

ISSN 1779 - 918X

CPPAP 0608 G 88205

Directeur de la rédaction : Philippe Samson

Conception graphique : Joe Rabie
Assistance logistique à la rédaction : Michèle Gral

Abonnements : Michèle Gral
(michele.gral@wanadoo.fr)
15, rue des Genêts,
31120 - Pinsaguel

Co rédaction du numéro 12 :
AlterEkolo, Ecologie et Société, Les

Alternatifs, MAI, les Objecteurs de Croissance, Utopia, ZEP.

Photos : Ecologie Solidaire, Utopia.

Dessins : M. Colloghan, Chimulus, P. Lacan, Titom.

ALTERS ECHOS est le journal des Ami-e-s de l'Alternative en Midi-Pyrénées

Imprimé par l'Imprimerie 34

Mail : altersechos@yahoo.fr

ALTERS ECHOS

a été imprimé sur papier recyclé avec des encres végétales.

Solidarité - Altermondialisme - Ecologie
Alternative en Midi-Pyrénées